

SÉNAT DE BELGIQUE

SEANCE DU 25 JUILLET 1934.

Rapport de la Commission de la Justice chargée d'examiner le Projet de Loi concernant la déchéance de la nationalité.

(Voir les numéros 197, 256, 265 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 11, 12 et 19 juillet 1934, le n° 170 du Sénat.)

Présents : MM. LIGY, président-rapporteur; COENEN, CROKAERT, DE CLERCQ (J. J.), DE CLERCQ (Jos.), DE SELYS-LONGCHAMPS, DISIÈRE, HANQUET, HÉNAULT, HICGUET, HOUBEN, LEBEAU, LEBON, LEGRAND, le baron MEYERS, ROLIN, VAN FLETEREN et VAN SCHOOR.

MADAME, MESSIEURS,

Le projet de loi soumis au Sénat a pour but de faire déclarer « Déchus de leur nationalité, les Belges qui ne la tiennent pas d'un auteur belge au jour de leur naissance, s'ils manquent gravement à leurs devoirs de citoyen belge » (article unique, paragraphe premier du projet).

Le projet a été voté à la Chambre des Représentants le 19 juillet dernier par 85 voix contre 78.

Il est justifié par la circonstance relatée dans l'Exposé des Motifs qu'il est « malheureusement bien établi qu'une propagande en faveur du démembrement du territoire national au profit de pays étrangers est actuellement faite en majeure partie par des individus, d'ailleurs peu nombreux, qui possèdent la qualité de Belge et se mettent à la solde d'organismes étrangers » (*Document : Chambre des Représentants n° 197, col. 1*).

Le projet de loi n'est pas une nouveauté dans la législation de notre pays; l'honorable M. Sinzot le remarque très justement dans son rapport à la Chambre des Représentants (*Doc. de la Chambre des Représentants, n° 256*).

Déjà la loi du 15 mai 1922 avait édicté dans son numéro VI paragraphe premier ce qui suit : « sur la poursuite du Ministère Public, est déclaré déchu de la qualité de Belge, le Belge par option ou naturalisation qui a manqué gravement à ses devoirs envers la Belgique ou ses alliés pendant la guerre. »

Plus tard, l'article 11 de la loi du 4 août 1926 prolongea de trois années le délai fixé par le paragraphe 4 du numéro VI de la loi de 1922 « pour l'introduction de l'action en déchéance de la qualité de Belge à charge du Belge par option ou par naturalisation qui a manqué gravement à ses devoirs envers la Belgique ou ses alliés pendant la guerre ».

Le projet actuel a une portée plus large que les lois de 1922 et de 1926. Il ne vise pas seulement les Belges qui ont acquis la nationalité par option ou naturalisation, mais aussi tous les Belges qui ne tiennent pas leur nationalité d'un auteur belge au moment de leur naissance. En outre, la déchéance sera encourue par les Belges susvisés « s'ils manquent gravement à leurs devoirs de citoyen », sans limiter ces manquements au temps de guerre.

Le Gouvernement de 1922, par l'organe du Ministre de la Justice de ce temps, l'honorable M. Vandervelde, avait défini comme suit la portée et le but du projet qui devint la loi du 15 mai 1922 (Pasinomie 1922, page 114, colonne 1, alinéas 4 et 5).

« Dans l'économie du projet de loi, la sanction de la déchéance s'applique avec plus de rigueur aux Belges par naturalisation et aux Belges par l'effet de la loi qu'aux Belges par naissance. En effet, ce n'est qu'à un acte spécial du pouvoir législatif que les naturalisés doivent d'avoir obtenu la faveur de la nationalité belge. Si certains d'entr'eux, après avoir sollicité et obtenu cette faveur, ont ensuite volontairement prêté assistance à une puissance ennemie, en vue ou à l'occasion de la guerre, n'ont-ils pas donné la preuve qu'ils étaient indignes du privilège dont ils avaient bénéficié et ne serait-ce pas faire, en quelque sorte, *injurer à la nation que de leur conserver un titre qu'ils ont si impudemment méconnu?* Il leur sera loisible de renouer des liens avec leur patrie d'origine. Mais la Belgique ne pourrait les conserver plus longtemps au rang de ses enfants d'adoption. »

» Quant aux Belges, par l'effet de la loi — et il faut comprendre sous cette dénomination non seulement ceux qui ont fait une option de patrie en faveur de la Belgique, mais encore ceux qui, à un moment donné, *bénéficiant de l'une ou de l'autre disposition de loi ont acquis de plein droit la qualité de Belge* — il est légitime de les assimiler aux naturalisés, puisqu'ils sont, comme ceux-ci, *des étrangers devenus Belges*. Si, au cours de la guerre, ils ont trahi leur patrie d'adoption, il est juste qu'ils en soient punis par la déchéance de la nationalité belge. Le Gouvernement se réserve, au surplus, de déposer un projet de loi spécial réglant la question des options de patrie par des sujets de nationalité ennemie. »

Et notre regretté collègue, M. Vauthier, rapporteur de la Commission de la Justice au Sénat, justifiait, comme suit, l'adhésion de la Commission au projet du Gouvernement (Pasinomie, année 1922, page 126, 2^e colonne, n^o 10) :

« La déchéance par l'effet d'une décision judiciaire de la qualité de Belge est une hypothèse que ne prévoyaient pas les lois du 6 août 1881 et du 8 juin 1909. La guerre nous a malheureusement appris qu'il se trouvait sur notre sol des Belges par naturalisation ou par option qui n'étaient Belges que de nom et qui, en réalité, n'attendaient que l'occasion de nous trahir. Il n'est donc pas besoin de justifier par de longs commentaires la disposition du projet de loi disant que, sur la poursuite du Ministère public, est déclaré déchu de la qualité de Belge, le Belge par option ou par naturalisation qui a manqué gravement envers la Belgique ou ses alliés pendant la guerre. La question de savoir si le manquement est assez grave pour devoir entraîner la déchéance, est un point de fait abandonné à l'appréciation des tribunaux. »

Il n'est pas inutile de rappeler ces textes, aussi bien pour légitimer le principe du projet que pour écarter certaines préventions qui se sont manifestées contre celui-ci. Et le Sénat voudra bien remarquer que, déjà en 1922, le Gouvernement estimait légitime d'atteindre les citoyens qui étaient devenus Belges, autre-

ment que par la naissance : par l'effet de la loi, comme par option et par naturalisation.

Or, voici que les débats à la Chambre des Représentants, confirmant la relation de l'exposé des motifs du projet, ont révélé que certains individus d'Eupen ou des environs, probablement payés par l'Allemagne, se livrent à une propagande contre la Belgique, nous narguent et nous menacent, en faisant l'apologie du régime hitlérien! C'est M. le Ministre de la Justice qui l'affirme (voir *Annales de la Chambre des Représentants*, séance du 11 juillet 1934, page 1819, colonne 1, alinéas 9 et 18). C'est l'honorable rapporteur à la Chambre qui, citant un extrait du journal *Le Peuple*, nous apprend : « qu'un Echevin de Malmédy se rend régulièrement aux manifestations hitlériennes en Allemagne, défile à Coblençe en juillet 1933 au cri de « Heil Hitler », le bras levé pour le salut naziste, la poitrine décorée de la croix gammée, et se prétend le Führer du parti hitlérien à Malmédy ».

Nous faut-il rester impuissants devant de pareils actes? Leurs auteurs ne doivent-ils pas être rangés parmi ceux que l'honorable Ministre de la Justice visait, en 1922, quand il émettait l'avis que ce serait, en quelque sorte, faire injure à la Nation que de leur conserver un titre impudemment méconnu? S'ils n'ont pas, pendant la guerre, prêté assistance aux ennemis de la Belgique, ils trahissent pendant la paix la patrie qui les a recueillis; il est juste qu'ils en soient punis par la déchéance de la nationalité belge.

On s'est demandé en quoi devaient consister les manquements aux devoirs de citoyen pour motiver l'application de la loi. L'Exposé des Motifs du projet répond : « Le projet s'inspirant de la loi de 1922, adopte une formule qui paraît claire dans sa concision et parfaitement en rapport avec les raisons qui justifient la déchéance : celui qui manque gravement à ses devoirs de citoyen belge, celui qui doit être déchu, c'est le Belge qui manifeste clairement, par ses actes, que son allégeance à notre nationalité n'est que nominale, fictive. (Doc. de la Chambre des Représentants n° 197, p. 3, IV, alinéa 1^{er}.) ».

Le projet veut donc que celui contre lequel la déchéance de la nationalité sera poursuivie ait *par des actes*, clairement manifesté qu'il faisait fi de ses devoirs de citoyen. Et le Gouvernement, pour donner aux citoyens toutes les garanties, a, non seulement laissé à la justice le soin de décider de l'existence des manquements, mais par un amendement à l'article 18bis du projet, il a imposé au Ministère public qui intentera l'action de « spécifier dans l'exploit introductif d'instance les manquements reprochés au prévenu ».

Qu'on ne parle donc plus d'arbitraire ou de procès de tendance ! La prévention devra donc être basée sur des faits précis dont le Parquet devra fournir la preuve. Or, depuis 1922, la loi est en vigueur et l'on n'a pu relever contre l'application qu'en ont faite nos Cours de Justice aucun abus quelconque.

Un membre de la Commission s'est déclaré hostile au projet tel qu'il est présenté.

Il s'insurge à l'idée qu'un nombre assez considérable de gens seront sans nationalité, ce qui les mettra au rang des parias et cela alors que, de plus en plus, on est d'avis que toute personne doit avoir une patrie et que, si la loi pénale peut, en tout cas, lui être appliquée, la nationalité qu'elle possède ne peut lui être enlevée.

L'honorable membre n'admet pas davantage que le Gouvernement puisse poursuivre la déchéance de la nationalité contre ceux qui, comme c'est le cas

pour quelques personnes des cantons d'Eupen-Malmédy, ne sont pas devenues Belges par un acte spontané de leur part.

Il demande, si la Commission se ralliait néanmoins au principe du projet, que l'on précise ce que l'on entend par l'expression : « manquer gravement aux devoirs de citoyen belge ». Il ne conçoit pas que par la manifestation d'une opinion favorable à la réunion à la France, à la Hollande ou à l'Allemagne, quelqu'un puisse tomber sous l'application de la loi.

Il n'admet, en aucun cas, que des faits antérieurs au jour de l'acquisition par un étranger de la nationalité belge puissent servir de base à une poursuite, ce que l'Exposé des Motifs semble admettre quand il dit : « qu'il serait abusif d'interdire au Ministère public d'invoquer contre celui qui est actuellement dans ce cas, des griefs anciens résultant d'actes même antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi ».

L'honorable membre proposa les amendements suivants :

I. — AMENDEMENT PRINCIPAL.

ARTICLE UNIQUE.

Remplacer l'article 18bis, paragraphe 1 à paragraphe 4, par la disposition suivante :

Art. 18bis. — Les Belges qui ne tiennent pas leur nationalité d'un auteur belge au jour de leur naissance, ou de leur qualité de femme mariée à un Belge de cette catégorie, peuvent, s'ils font l'objet d'une condamnation pour crime contre la sûreté de l'Etat, être déclarés déchus de leur nationalité à la requête du Ministère Public par l'arrêt prononçant leur condamnation.

II. — AMENDEMENT SUBSIDIAIRE.

Subsidiairement, en cas de rejet du premier amendement, remplacer le premier alinéa de l'article 18bis, paragraphe 1, par le texte suivant :

« Les Belges qui ne tiennent pas leur nationalité d'un auteur belge au jour de leur naissance, ou de leur qualité de femme mariée à un citoyen belge de cette catégorie, peuvent être déclarés déchus de cette qualité sur la poursuite du Ministère Public s'ils font propagande en faveur du démembrement. »

III. — AMENDEMENT.

Ajouter à l'article 18bis paragraphe 1, un alinéa ainsi rédigé :

« Ne pourront être invoqués que des faits postérieurs à l'acquisition de la nationalité. »

La majorité de la Commission de la Justice ne s'est pas ralliée aux considérations exposées par l'honorable membre. Elles sont, à son avis, contraires aux principes du projet tels qu'ils sont exposés plus haut.

L'amendement principal fut rejeté par 9 voix contre 7 et 1 abstention. Les amendements subséquents furent repoussés par 10 voix contre 7 et le projet qui, en séance du 24 juillet, avait été voté par 9 voix contre 7, fut maintenu.

Le rapport a été approuvé à l'unanimité des membres présents et la majorité de la commission a, en conséquence, l'honneur de prier le Sénat de se rallier au projet voté par la Chambre des Représentants.

Le Président-rapporteur,
A. LIGY.

(1)

(N^o 193.)

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 25 JULI 1934.

Verslag van de Commissie van Justitie, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp op de vervallenverklaring van den staat van Belg.

(Zie de n^{os} 197, 256, 265 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 11, 12 en 19 Juli 1934; n^o 170 van den Senaat.)

Aanwezig : De heeren LIGY, voorzitter-verslaggever; COENEN, CROKAERT, DE CLERCQ (J.-J.), DE CLERCQ (Jos.), DE SELYS-LONGCHAMPS, DISIÈRE, HANQUET, HÉNAULT, HICGUET, HOUBEN, LEBEAU, LEBON, LEGRAND, baron MEYERS, ROLIN, VAN FLETEREN en VAN SCHOOR.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het aan den Senaat voorgelegde wetsontwerp heeft tot doel « vervallen te verklaren van den staat van Belg, de Belgen die hun nationaliteit niet kregen van een ouder die Belg was op den dag van hun geboorte, in dien zij ernstig te kort komen aan hun verplichtingen als Belgisch burger » (eenig artikel, paragraaf 1 van het ontwerp).

Het ontwerp werd door de Kamer der Volksvertegenwoordigers goedgekeurd op 19 Juli jl. met 85 tegen 78 stemmen.

Het wordt gewettigd door de omstandigheid, aangehaald in de Memorie van Toelichting, dat het « een ongelukkig vaststaand feit is, dat tegenwoordig voor de verbrekking van 's lands grondgebied ten bate van vreemde Staten voornamelijk propaganda gemaakt wordt door personen — trouwens gering in aantal — die den staat van Belg bezitten en zich in dienst stellen van vreemde organismen. (Stuk n^o 197, van de Kamer, 2^e kolom.)

Het wetsontwerp is niet nieuw in de wetgeving van ons land; de geachte heer Sinzot doet het terecht opmerken in zijn verslag aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers. (Stuk n^o 256, van de Kamer.)

De wet van 15 Mei 1922 bepaalde reeds bij VI, paragraaf 1 : « Op de vervolging van het Openbaar Ministerie, wordt van den staat van Belg vervallen verklaard de Belg door keuze of door naturalisatie, die, tijdens den oorlog, ernstig aan zijn plicht tegenover België of diens bondgenooten te kort gekomen is. »

Later verlengde artikel II van de wet van 4 Augustus 1926 met drie jaar den termijn voorzien bij paragraaf 4 van VI van de wet van 1922 voor « de rechtsvordering tot vervallenverklaring van den staat van Belg ten laste van den Belg door keuze of door naturalisatie die, tijdens den oorlog, ernstig aan zijn plicht tegenover België of diens bondgenooten te kort gekomen is ».

Het onderhavige ontwerp strekt verder dan de wetten van 1922 en van 1926. Het slaat niet alleen op de Belgen die de nationaliteit door keuze of naturalisatie hebben verworven, maar ook op al de Belgen die hun nationaliteit niet kregen van een ouder die Belg was op den dag van hun geboorte. Bovendien worden hoogerbeoelde Belgen van hun staat vervallen verklaard zoo zij aan hun plichten van burger ernstig te kort komen, zonder deze tekortkomingen tot den oorlogstijd te beperken.

De Regeering in 1932, bij monde van den toenmaligen Minister van Justitie, den heer Vandervelde, had als volgt de strekking en het doel omschreven van het ontwerp dat de wet van 15 Mei 1922 werd. (*Pasinomie* 1922, blz. 114, links, alinea's 4 en 5).

« In de economie van het wetsontwerp wordt de sanctie van de vervallenverklaring strenger toegepast op de Belgen bij naturalisatie en op de Belgen krachtens de wet dan op de Belgen bij geboorte. Inderdaad, de genaturaliseerden danken de gunst van de Belgische nationaliteit aan een speciale daad van de wetgevende macht. Zoo sommigen hunner, na deze gunst te hebben aangevraagd en bekomen, vrijwillig aan een vijandige mogendheid hulp hebben verleend, met het oog op of naar aanleiding van den oorlog, hebben zij dan niet het bewijs geleverd dat zij het *genoten voorrecht onwaardig* waren en ware het, in zekeren zin, *geen smaad voor de natie, zoo men hun den titel liet dien zij zoo schaamteloos hebben miskend*? Het staat hun vrij opnieuw betrekkingen aan te knopen met hun eerste vaderland. Doch België kan hen niet langer behouden onder zijn aangenomen kinderen.

» Wat de Belgen betreft, die dit krachtens de wet zijn geworden — en daaronder moet men verstaan niet alleen zij die ten voordeele van België hebben gekozen maar nog zij die, op een gegeven oogenblik, *voordeel trekkend uit een of andere wetsbepaling van rechtswege, den Staat van Belg hebben verkregen* — is het rechtmatig hen gelijk te stellen met de genaturaliseerden, vermits zij, evenals deze, *vreemdelingen zijn die Belg werden. Zoo, tijdens den oorlog, zij het Vaderland hunner keuze hebben verraden, dan is het billijk dat zij gestraft worden door van de Belgische nationaliteit vervallen te worden verklaard*. Bovendien behoudt de Regeering zich voor een bijzonder wetsontwerp in te dienen tot regeling van het vraagstuk van de keuze van vaderland door onderdanen van vijandelijke nationaliteit. »

En onze betreurde collega, de heer Vauthier, verslaggever van de Senaatscommissie van Justitie, rechtvaardigde als volgt de toetreding van de Commissie tot het ontwerp van de Regeering (*Pasinomie*, 1922, blz. 126, rechts, n^o 10):

« De vervallenverklaring van den staat van Belg krachtens een rechterlijke beslissing is een onderstelling die niet voorzien werd door de wetten van 6 Augustus 1881 en van 8 Juni 1909. De oorlog heeft ons helaas geleerd dat er op onzen grond Belgen waren, door naturalisatie of door keuze, die slechts Belg bij naam waren en die, feitelijk, slechts een gelegenheid afwachtten om ons te verraden. Het is dus niet noodig met lange commentaren de bepaling van het wetsontwerp te rechtvaardigen naar huid waarvan, op de vervolging van het Openbaar Ministerie, van den staat van Belg vervallen wordt verklaard de Belg, door keuze of door naturalisatie, die ernstig tegenover België of zijn bondgenooten tijdens den oorlog is tekortgekomen. De vraag of de tekortkoming ernstig genoeg is om vervallenverklaring ten gevolge te hebben is een punt dat aan het oordeel van de rechtbank wordt overgelaten. »

Het is niet nutteloos deze teksten in herinnering te brengen, zoowel om het beginsel van het ontwerp te rechtvaardigen, als om sommige vooroordeelen tegen

het ontwerp van de hand te wijzen. En de Senaat zal wel willen opmerken dat de Regeering het reeds in 1922 gewettigd oordeelde de burgers te treffen, die Belg waren geworden, anders dan door geboorte, door keuze, door naturalisatie of krachtens de wet.

De behandeling in de Kamer der Volksvertegenwoordigers heeft bevestigd wat in de Memorie van Toelichting bij het ontwerp wordt gezegd, en heeft aangetoond dat zekere individus van Eupen of uit de omgeving, vermoedelijk betaald door Duitschland, propaganda maken tegen België, ons bespotten en bedreigen, door den lof te maken van het Hitleriaansch regime. De Minister van Justitie beweert het zelf (zie *Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers*, vergadering van 11 Juli 1934, blz. 1819, kol. 1, alinea's 9 en 18.) De geachte verslaggever der Kamer, haalde het dagblad *Le Peuple* aan en verklaarde : « dat een schepen van Malmedy zich geregeld naar de Hitleriaansche betoogingen in Duitschland begeeft, in Juli 1933 te Koblenz defileerde onder den kreet « Heil Hitler !... », den arm opgeheven voor den nazi-groet, de borst versierd met het hakenkruis, en dat hij beweert de « Führer » te zijn van de Hitlerpartij te Malmedy. »

Moeten wij machteloos toezien bij zulke daden ? Moeten zij, die ze uitvoeren, niet gerangschikt worden onder hen die de Minister van Justitie bedoelde toen hij, in 1922, het oordeel uitdrukte dat het in zekeren zin een beleediging voor de Natie zou zijn, hun den titel te laten dien zij schaamteloos muskennen ? Zoo zij, tijdens den oorlog, geen hulp geboden hebben aan de vijanden van België, verraden zij toch, in vredetijd, het vaderland dat hen opgenomen heeft ; het is redelijk dat zij worden gestraft door de vervallenverklaring van den staat van Belg.

Men heeft zich afgevraagd waarin het in gebreke blijven tegen de burgerplichten moesten bestaan om de toepassing der wet te billijken. De Memorie van Toelichting antwoordt :

« Het ontwerp laat zich leiden door de wet van 1922 en neemt een formule aan, die in hare beknoptheid klaar lijkt, en volmaakt in overeenstemming met de redenen die de vervallenverklaring wettigen : « hij, die ernstig te kort komt aan zijne verplichtingen als Belgisch burger ». Moet vervallen verklaard worden, de Belg die op klare wijze door zijn daden te kennen geeft dat zijn gehechtheid aan onze nationaliteit slechts een woord is, en geen werkelijkheid. » (*Gedr. St.*, Kamer, n^o 197, blz. 3, IV, lid 1.)

Het ontwerp wil dus dat hij, tegen wie de vervallenverklaring van den staat van Belg wordt vervolgd *door daden* duidelijk zou getoond hebben dat hij niets geeft om zijn burgerplichten. En de Regeering, om aan de burgers allen waarborg te geven, heeft niet alleen aan het gerecht de zorg overgelaten uitspraak te doen over het bestaan der tekortkomingen, doch heeft door een amendement bij artikel 18*bis* van het ontwerp, het Openbaar Ministerie dat de vordering inzet, verplicht « de aangenomen tekortkomingen in het exploit van rechtsingang nauwkeurig te omschrijven. »

Men spreke dus niet meer van willekeur of verdachte bedoeling. De beschuldiging zal dus moeten gegrond zijn op duidelijke feiten waarvan het parket het bewijs zal moeten leveren. Welnu sedert 1922 is de wet in voege en men heeft in de wijze waarop onze rechtbanken ze hebben toegepast geenerlei misbruik gevonden.

Een lid der Commissie verklaarde tegenstander te zijn van het ontwerp zooals het voorgelegd werd.

Hij komt er tegen in verzet dat een tamelijk groot aantal personen zonder nationaliteit zullen zijn, wat hen op den rang der paria's zal plaatsen en zulks wanneer men meer en meer van meening is dat elken persoon een vaderland moet hebben en dat, indien de strafwet immer op hem kan toegepast worden, de nationaliteit die hij bezit hem niet kan ontnomen worden.

Het geachte lid neemt evenmin aan dat de Regeering der vervallenverklaring der nationaliteit kan inspannen tegen hen die, zooals dit het geval is voor enkele personen der kantons Eupen-Malmedy, niet Belg zijn geworden door een eigen aandrang.

Hij vraagt, mocht de Commissie zich niettemin bij het beginsel van het ontwerp aansluiten, dat men zou verduidelijken wat dient verstaan door de uitdrukking « ernstig te kort komen aan zijn verplichtingen van Belgisch burger ». Hij ziet niet in dat door de betuiging van een meening ten gunste van de vereeniging bij Frankrijk, Nederland of Duitschland, iemand onder toepassing der wet zou kunnen vallen.

Hij geeft in geen geval toe dat feiten dagteekenend van voor de verkrijging van de Belgische nationaliteit tegen een vreemdeling kunnen worden ingeroepen om tot grondslag te dienen voor eene vervolging, wat de Memorie van toelichting wel schijnt toe te geven waar zij zegt : « het zou verkeerd zijn aan het Openbaar Ministerie te verbieden, tegen hem, die thans in dat geval verkeert, vroegere bezwaren in te roepen die voortvloeien uit daden die voor het in werking treden der wet gepleegd werden. »

Het achtbaar lid stelt de volgende amendementen voor :

I. — HOOFDAMENDEMENT DOOR DEN HEER ROLIN VOORGESTELD.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 18bis, paragraaf 1 tot paragraaf 4 te vervangen door de volgende bepaling :

Art. 18bis. — De Belgen die hun nationaliteit niet kregen van een ouder die Belg was op den dag van hun geboorte, of van hunne hoedanigheid van met een Belg dezer categorie gehuwde vrouw, kunnen, zoo zij het voorwerp zijn van een veroordeeling wegens misdaad tegen de veiligheid van den Staat, van hunne nationaliteit vervallen verklaard worden, op vervolging van het openbaar ministerie, in het arrest dat hunne veroordeeling uitspreekt.

II. — BIJKOMEND AMENDEMENT.

In bijkomend geval, bij verwerping van het eerste amendement, lid 1 van artikel 18bis paragraaf 1 te vervangen door den volgende tekst :

De Belgen die hun nationaliteit niet kregen van een ouder die Belg was op den dag van hun geboorte, of van hunne hoedanigheid van een met een Belgisch burger dezer categorie gehuwde vrouw kunnen van deze nationaliteit vervallen worden verklaard, op vervolging van het Openbaar Ministerie, zoo zij propaganda voeren tegen de eenheid van het land.

III

Aan artikel 18bis paragraaf 1 de volgende alinea toe te voegen :

Kunnen slechts worden ingeroepen feiten dagteekenend van voor de verkrijging van de nationaliteit.

De meerderheid der Commissie van Justitie kon zich niet aansluiten bij de overwegingen van het geachte lid. Zij zijn, naar hare meening, in strijd met de beginselen van het ontwerp zooals zij hierboven werden uiteengezet.

Het hoofdamendement werd verworpen met 9 tegen 7 stemmen en 1 onthouding. De volgende amendementen werden verworpen met 10 tegen 7 stemmen en het ontwerp, dat in de Commissievergadering van 24 Juli met 9 tegen 7 stemmen was aangenomen, bleef gehandhaafd.

Het verslag werd eensgezind door de aanwezige leden aangenomen en de meerderheid der Commissie heeft derhalve de eer den Senaat te verzoeken het ontwerp door de Kamer der Volksvertegenwoordigers goedgekeurd, te bekrachtigen.

De Voorzitter-Verslaggever,
A. LIGY.